



Tous au rassemblement du Mercredi 12 février 2014 – 14h devant l'Inspection Académique du Var à Toulon pour :

- **L'abandon de la réforme des rythmes scolaires, l'abrogation du décret du 24 janvier 2013**
- **Le maintien de toutes nos garanties statutaires menacées par le projet Peillon**
- **Création et restitution de tous les postes supprimés depuis des années dans les écoles, collèges et lycées du département**
- **La satisfaction des revendications établies par les personnels concernant le rétablissement des heures d'enseignement et de postes, y compris de remplacement**

Les organisations syndicales départementales du var SNUDI FO, SN FO LC, SNE – FGAF, SUD Education, CGT Educ'action appellent les collègues des écoles, collèges et lycées à venir au rassemblement devant les portes de l'Inspection Académique, ce mercredi 12 février 2014, jour où :

- **le Ministre Peillon convoque le comité de suivi national de la réforme des rythmes scolaires dont nous demandons qu'elle soit retirée**
- **des intersyndicales du primaire et du secondaire de la région parisienne appellent à manifester devant le ministère**

Pour nous organisations syndicales, c'est maintenant que le Ministre doit répondre aux revendications des personnels

Les enseignants ne veulent pas de comité de pilotage de sa réforme des rythmes, refusent toute discussion remettant en cause l'école de la République, leurs garanties statutaires et aggravant leurs conditions de travail et la baisse de leurs rémunérations.

Les enseignants veulent faire leur métier dans de meilleures conditions dans le cadre d'une école nationale, républicaine et laïque. Ils refusent le budget 2014, notamment dans l'académie de Nice, qui est loin de répondre aux besoins des établissements. Nombreux sont les établissements du second degré qui se mobilisent en ce moment contre les dotations imposées.

Les enseignants, avec nos organisations syndicales, refusent le désengagement de l'Etat inscrit dans le cadre de l'austérité budgétaire annoncée et appliquée dès maintenant par le gouvernement (50 milliards de réductions des dépenses publiques prévues 3 ans)

VENEZ NOMBREUX !